

Groupes armés et défis de la consolidation de la paix en République Démocratique du Congo

Ndabereye Nzita Mugambi Paulin¹ and Murhura Iragi Vital²

¹Docteur en Relations Internationales, Professeur à l'Université de Lubumbashi, RD Congo

²Licencié en Relations internationales de l'Université Officielle de Bukavu, chercheur indépendant, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The Democratic Republic of the Congo is experiencing a proliferation of armed groups, which are making the country insecure and fragile, and yet it is trying to find its way to development. These armed groups are of two types: foreign armed groups and national armed groups. Overall, all these armed groups have stakes. While these armed groups have had fertile ground in the DRC because of the failure of the state, the only way for the DRC to get rid of them in order to bring about lasting peace is to strengthen the capacity of the state, which can only be achieved through the theory of state rebuilding. This theory insists on the establishment of the rule of law, which is supposed to be based on strong institutions, respect for the law, the promotion of human rights, and governance supported by administration. This rule of law must be able to identify threats and thwart them. The rule of law must be conducted under an enlightened, honest and competent leadership that is capable of implementing the population's policy to avoid resentment, envy, frustration, etc. The rule of law must be based on strong institutions, respect for the law, the promotion of human rights and governance supported by the administration.

KEYWORDS: Incapacity of the State, Armed groups, Insecurity, Rebuilding of the State, Population policy.

RESUME: La République Démocratique du Congo connaît une prolifération de groupes armés, qui insécurisent et fragilisent le pays qui, pourtant, cherche à se frayer le chemin pour son développement. Ces groupes armés sont de deux types: les groupes armés étrangers et les groupes armés nationaux. Dans l'ensemble, tous ces groupes armés ont des enjeux. Si ces groupes armés ont eu un terrain fertile en RDC à cause de la faillite de l'Etat, l'unique voie pour la RDC de s'en débarrasser pour ramener une paix durable, passe par le renforcement de la capacité de l'Etat, qui ne peut s'opérer qu'à travers la théorie de la refondation de l'Etat. Cette théorie insiste sur la mise sur pied de l'Etat de droit qui est censé s'appuyer sur les institutions fortes, le respect des lois, la promotion des droits de la personne humaine, la gouvernance dont le support est l'administration. Cet Etat de droit doit être à même d'identifier les menaces et les déjouer. La conduite de cet Etat de droit doit se faire sous un leadership éclairé, honnête, compétent, capable d'appliquer la politique de la population pour éviter la rancœur, les envies, les frustrations, etc.

MOTS-CLEFS: Incapacité de l'Etat, Groupes armés, Insécurité, Refondation de l'Etat, Politique de la population.

1 PROBLEMATISATION

Depuis plus de deux décennies, la République démocratique du Congo, en général et plus particulièrement sa partie Est vit sous le quotidien des groupes armés. L'horreur causée par ces derniers à la population tout comme à l'Etat lui-même n'a cessé de s'aggraver du jour au jour à tel enseigne que la situation a pris une ampleur d'envergure régionale voire mondiale. Cette dernière s'explique par les multiples appels de la communauté internationale envers les autorités de la RDC afin de prendre toutes les dispositions nécessaires qui puissent mettre fin aux groupes armés. Dans ce même ordre d'idée, les acteurs de la communauté internationale ont appuyé la RDC dans la mise en œuvre de certains mécanismes tel que celui de désarmement et de réinsertion, l'appui aux opérations militaires. La communauté internationale mobilise également l'aide humanitaire en

direction des populations touchées par le conflit. Aujourd'hui, force est de constater l'échec de la plupart de mécanismes mis en place pour éradiquer les groupes armés. En lieu et place de la diminution du nombre de groupes armés actifs, nous assistons à une montée de ces derniers, tant en nombre qu'en capacité de nuisance. Au début du conflit en RDC, vers la fin des années 90, il n'y avait qu'au moins 21 groupes armés irréguliers qui prenaient part au combat.¹ En 2015 une soixantaine de groupes armés actifs ont été inventoriés par le groupe d'étude sur le Congo. Ce chiffre a été de nouveau revu à la hausse en 2017 à plus au moins 120 groupes armés et à 130 groupes armés actifs en 2019².

L'alternance politique de 2019 en RDC a suscité un grand espoir pour l'éradication des groupes armés en RDC au regard des promesses de campagne faites par le président Félix Tshisekedi. Malgré toutes ces promesses, nous avons assisté après sa prise de pouvoir à une recrudescence des attaques des Forces Démocratiques Alliées (ADF) dans la région de Béni occasionnant plus de 300 morts ainsi que des déplacements forcés au cours de l'année 2019. Les offensives contre les forces armées négatives en RDC, en général et particulièrement les ADF à Béni n'ont jusque-là eu aucun impact réel en dépit de la reconquête par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) de certains bastions jadis occupés par les miliciens ADF et du renforcement des effectifs militaires présents à Béni.

En outre, les tensions intercommunautaires notamment dans les hauts plateaux d'Uvira et de Minembwe ne cessent de renforcer l'activisme des milices à connotation ethnique. A cela s'ajoutent les défections au sein de l'armée qui viennent renforcer les milices.³ Il s'observe ainsi qu'au-delà d'une apparente volonté politique dans les discours au sommet de l'Etat visant à mettre fin à l'activisme des groupes armés au pays, il manque une stratégie réaliste et efficiente jusque-là.

Face à cette situation, d'aucuns considèrent désormais la problématique des groupes armés comme une fatalité au regard de l'échec de l'Etat congolais et à l'impuissance de la communauté internationale dans l'éradication des groupes armés en RDC. Dans cette perspective, l'instabilité, l'insécurité et les autres catastrophes humanitaires (viol, pillage, etc.) induites par ces groupes armés sont devenues un mode de vie compromettant ainsi la consolidation de la paix en RDC. C'est à ce niveau que plusieurs interrogations pertinentes ont toujours été posées. En effet, l'on se demande comment concilier la question de la consolidation de la paix en RDC à l'épreuve des exactions qui sont toujours commises par les groupes armés ?

La recherche de la paix est inscrite à l'agenda politique depuis quelques décennies. C'est dans cette perspective que certains acteurs politiques ont d'ailleurs pris le nom de « pacificateur », certaines opérations militaires ont été baptisées sous le nom de « Kimia » (stabilité), d'« Amani Leo » pour signifier « la paix aujourd'hui » tout comme d'autres ont porté le nom de Sokola⁴ I, II, etc. Mais alors, quel bilan, faudra-t-il dresser pour ces différentes actions et opérations inscrites à l'agenda politique pendant que les massacres à Beni connaissent une ampleur de grande envergure, pendant que le milicien Yakutumba peut aisément prendre le contrôle de Misisi, pendant que plusieurs groupes armés pullulent dans la plaine de la Ruzizi ou encore les FDLR sont actifs à Kalehe et dans le terroir de Masisi et de Rutshuru tout comme les Raiya Mutomboki se permettent de faire la loi à Shabunda, sans oublier les rebelles burundais qui forment leur bastion dans les hauts plateaux d'Uvira, etc.

A l'issue de cette problématique, cette réflexion cherche à cerner la question des groupes armés et de la consolidation de la paix en RDC et plus particulièrement avec comme objet de comprendre et d'expliquer les enjeux de ces groupes armés et les problèmes qu'ils posent à l'Etat congolais. Il s'en suit que cette réflexion essaye également de mettre en lumière quelques perspectives pouvant contribuer à mettre fin aux groupes armés.

Néanmoins, admettons que cette réflexion s'intéresse plus à la situation de l'Est de la RDC compte tenu de l'insécurité généralisée ou de l'instabilité qui y règne et qui est due à l'activisme des groupes armés, sans toutefois oublier que l'activisme des groupes armés dans cette partie du pays n'affecte pas seulement la partie Est mais le pays en général.

En vue de poursuivre cette réflexion, trois questions en constituent le fil conducteur.

¹ Rapport mapping des Nations Unies sur la RDC, disponible en ligne sur <https://www.ohchr.org>, consulté le 10 juillet 2020, à 23 heures 14 minutes.

² Groupe d'Etude sur le Congo et Human Rights Watch (Projet Baromètre sécuritaire du Kivu), disponible en ligne sur <https://reliefweb.int/files/resources>, consulté le 10 juillet 2020, à 22 heures 30 minutes.

³ La dernière défection confirmée en date du 8 février 2020 du colonel Michel Rukunda dit Makanika, commandant second chargé des opérations de Walikale au Nord Kivu pour prendre la tête du groupe armé Ngumino (un groupe actif dans le haut plateau d'Uvira et de Fizi). Rappelons qu'avant d'intégrer les FARDC en 2011, Makanika avait été à la tête d'une branche militaire de la rébellion Banyamulenge des Forces Républicaines Fédéralistes (FRF), disponible en ligne sur <https://www.mediacongo.net>, consulté le 10 juillet 2020, à 21 heures 30 minutes.

⁴ Sokola signifie nettoyer

- Quels sont les enjeux des groupes armés à l'Est de la RDC ?
- Quels sont les problèmes que pose l'activisme des groupes armés en RDC ?
- Comment peut-on mettre fin à la prolifération des groupes armés en RDC ?

Sans ambages, il faudrait reconnaître certaines considérations quant à ces multiples questionnements.

D'abord, les enjeux des groupes armés seraient loin d'être la défense des communautés comme ils le prétendaient à l'origine. Bien au contraire, les enjeux des groupes armés s'expliqueraient plus en termes de contrôle et de l'accès aux ressources des zones contrôlées, tout comme d'autres divers enjeux à l'instar du rançonnement des citoyens, stratégie de conquête des postes dans l'armée ou dans le gouvernement, etc.

Ensuite, l'activisme des groupes armés en RDC poserait d'énormes problèmes tant à l'Etat congolais qu'à la population. Il s'agirait entre autres de l'insécurité généralisée, l'instabilité politique et sociale, l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, les catastrophes humanitaires constituant ainsi dans l'ensemble des contraintes à la consolidation de la paix.

Enfin, l'éradication des groupes armés passerait par une réconciliation nationale soutenue par une véritable volonté politique dans la compréhension des problèmes liés à la prolifération des groupes armés. De manière concrète, cela demanderait la restauration de l'autorité de l'Etat sous ses multiples formes quant à la réalisation des missions de l'Etat notamment, le respect des droits de l'homme, la politique de la population, la redistribution équitable, la création de l'emploi, la lutte contre la pauvreté,...

2 CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMES EN RDC

La question de l'origine des groupes armés en RDC s'explique par plusieurs facteurs parfois connus ou mal connus. Compte tenu de la situation actuelle, il convient de considérer que la prolifération des groupes armés n'est qu'une des conséquences de la faillite de l'autorité de l'Etat sous toutes ses formes. Dans cette perspective, il faut rappeler que sous le règne de Mobutu et même bien avant, l'Est de la RDC ne constituait pas un terrain de prédilection des groupes armés comme c'est le cas aujourd'hui. La situation commence à se détériorer à partir des années 90. Il a fallu que le régime de Mobutu s'affaiblisse et que ses détracteurs se rendent compte qu'il faut initier une action militaire pour l'éclipser du pouvoir. A ce niveau, la coalition de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) sera constituée en 1996 sous la direction de Laurent Désiré Kabila soutenu par ses alliés rwandais et burundais. L'AFDL va combattre jusqu'à chasser le régime de Mobutu. Mais le désaccord au sein de la coalition AFDL au pouvoir fera à ce que les amis d'hier deviennent aussi tôt des ennemis. La mauvaise gestion concernant les réfugiés hutu qui étaient déjà sur le territoire congolais ainsi que des forces armées qui ont conduit Laurent Désiré Kabila au pouvoir, va orchestrer le stationnement des troupes étrangères dans le Kivu. Ces troupes armées serviront de temps en temps d'appui aux rébellions contre l'Etat congolais.

Par ailleurs, face à l'incapacité de l'Etat à mettre fin à ces groupes armés déjà existants et à assurer une protection efficace à la population, plusieurs groupes d'autodéfense verront le jour. Animés au départ par le souci de protéger leurs communautés et de lutter contre l'occupation étrangère, ces groupes d'autodéfense deviendront curieusement des véritables groupes armés hostiles à l'Etat. Il s'en suit donc que la faillite de l'Etat congolais a constitué la cause majeure de la prolifération des groupes armés à l'Est de la RDC. En dépit du soutien parfois étranger à certains groupes armés, l'argument que nous venons d'évoquer demeure valable. La présence des groupes armés est corollaire de l'incapacité de l'Etat congolais à asseoir son autorité sur toute l'étendue du territoire national. La notion même de « groupes d'autodéfense » est l'expression de la faillite de l'Etat car la défense fait partie des missions régaliennes de l'Etat. A partir du moment où les particuliers ont commencé à se substituer à l'Etat dans cette matière, cela montre que l'Etat devenait quasiment inefficace. A la suite de cette incapacité d'assurer le contrôle effectif et la défense du territoire national, des forces négatives vont faire irruption un peu partout dans l'Est de la RDC. Sous un autre angle, il faut signaler que la misère que vit la population et plus particulièrement la jeunesse conduit cette dernière à intégrer facilement les groupes armés. Dans cet aspect, il est à constater que l'Etat a failli dans sa mission d'assurer à sa population le bien-être social. Ici, les multiples groupes armés en prolifération sont donc l'expression de l'insatisfaction ou disons même de la frustration d'une bonne partie de la population. Le rapport d'allégeance entre la population et l'Etat n'étant plus au beau fixe, la prise de l'arme contre l'Etat est devenue un fait quotidien.

La République Démocratique du Congo demeure l'un des pays le plus ensanglanté du monde. Les bruits de bottes n'ont jamais cessé de s'y faire entendre depuis plus de deux décennies, empêchant toute sorte de développement ou d'activité économique hypothéquant ainsi l'avenir du pays. La RDC compte 26 provinces, dont au moins six sont particulièrement touchées et meurtries par l'activisme de ces groupes. Il s'agit des régions du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Bas Uélé, du Tanganyika et de Maniema.

Elle regorge un certain nombre de groupes armés dont certains sont connus tandis que d'autres ne le sont pas. Certains groupes sont d'origine étrangère tandis que d'autres sont locaux notamment les groupes Maï Maï et d'autres groupes présumés d'autodéfense. Certains groupes sont issus d'autres groupes armés qui se sont dupliqués à la suite de la divergence de vue entre les leaders. L'identité des groupes et groupuscules est très variable. Certains sont originaires de la RDC, d'autres sont étrangers, venant du Rwanda, de l'Ouganda, du Sud-Soudan, de la Centrafrique, du Burundi, etc. Aussi, leur hostilité diffère d'un groupe à l'autre. Certains sont trop sanguinaires, d'autre le sont moins et d'autres, encore, sont de simples pilliers de bétail.

Plusieurs auteurs dont Georges Berghezan⁵, Roland Pourtier⁶ et autres, abordent cette question des groupes armés en RDC en les dénombrant à plus d'une centaine. Ces groupes sont d'origine étrangère et d'autres sont nationaux. Il n'est pas possible de les analyser tous dans la présente étude. Ceux qui veulent en savoir plus peuvent se rapporter à ces écrits. Toutefois, retenons de ce fait que ces groupes armés repris ci-dessous ne représentent qu'une infinitésimale partie de groupes armés existant en République démocratique du Congo. Nous avons listé ces groupes parce qu'ils sont le plus médiatisés et surtout en raison de leurs actes d'éclats.

2.1 LES GROUPES ARMÉS ÉTRANGERS

Les Mbororo, les Forces démocratiques alliées (ADF), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), et l'armée de résistance du Seigneur (LRA), les Forces nationales de libération du Burundi (FNL) sont les rebellions étrangères qui sévissent en RDC depuis les années 90 et restent actifs jusqu'à ce jour.

1. Les Mbororo: les Mbororo sont un peuple nomade autrement appelé les Mbororo Furata. Ce sont des éleveurs africains venus de la République Centre Africaine (RCA). Ils furent leur irruption en RDC pour la première fois en 1986 sous le régime du feu maréchal Mobutu et furent repoussés par les troupes basées à Kisangani. Mais en 2002, sous le règne du MLC (Mouvement de Libération du Congo) de Jean Pierre Bemba et sous la haute autorité de Mr Bule, ancien Député National, dans la province de Bas Uélé, ce peuple éleveur s'est installé dans le territoire d'Ango moyennant quelques têtes de bétail et paiement des taxes exigées par l'autorité rebelle. En quête du pâturage pour leurs bêtes, les Mbororo se sont infiltrés dans le territoire d'Ango par les pistes frontalières d'Obo en RCA vers Passi en RDC et de Mboki en RCA vers la rivière Gwane en RDC après avoir traversé la rivière Mbomu.

Ango est l'un des six territoires qui composent la province de Bas Uélé. Ces six territoires sont: Ango, Aketi, Bambesa, Bondo, Buta et Poko. Ango est le plus vaste de ses territoires avec une superficie de 34.704km² avec une densité de 49.454 habitants par km². Le Territoire d'Ango est composé de 4 collectivités: Ezo, Mopoy, Ngindo et Sasa. Il est limité au Nord par la RCA, au Nord Est par le Sud Soudan, à l'Est par la province du Haut Uélé, à l'Est-ouest par le territoire de Poko. En quête des bons pâturages pour leurs bétails, et fouillant l'épidémie de Trypanosome qui attaquait ce bétail, les Mbororo Furata ont envahi Ango en ravageant des champs des paysans, semant ainsi la disette dans la contrée et mettant en fuite la population autochtone. D'autre part, il sied de signaler qu'à ce groupe Mbororo Furata, s'est ajouté une bande des braconniers sud-soudanais, tchadiens et libyens etc... qui sèment la terreur parmi les bêtes et la population d'Ango. Il est donc incontestable que la présence des Mbororo et des braconniers sur le territoire congolais constitue une menace certaine et permanente de la sécurité nationale.⁷

2. Les ADF: c'est un groupe armé issu depuis fin 2007 de la dissolution de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (Nalu), qui fut longtemps son allié. Actifs sur le sol congolais depuis 1995, les ADF sont accusés d'être les auteurs d'une série de

⁵ Lire à ce propos : Berghezan Georges, Groupes armés actifs en République démocratique du Congo, Situation dans le «Grand Kivu» au 2ème semestre 2013, Les Rapports du GRIP n° 2013/11, GRIP, Bruxelles, 2013, Berghezan Georges, Groupes armés au Katanga, épicerie de multiples conflits, Les Rapports du GRIP n° 2015/3, GRIP, Bruxelles, 2015.

⁶ Lire à ce propos les écrits suivants : Pourtier Roland, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 29 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.10793>, Pourtier Roland, « Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne », in *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, n°89, 2012 , Pourtier Roland, « Chapitre 17 : les enjeux miniers de la guerre au Kivu », in *Les conflits dans le monde*, n°67, 2011

⁷ Patience Likandja et Roger Nebandrombia, « le phénomène Mbororo et ses conséquences », disponible en ligne sur <http://www.societecivile.cd/node/3449>, consulte le 19 juillet 20, à 14 heures 35 minutes.

massacres de civils dans le territoire de Beni (province du Nord-Kivu) depuis octobre 2014. Son commandant Jamil Mukulu a été arrêté en 2015 en Tanzanie sans jamais être extradé vers la RDC.

3. Les FDLR: c'est sous ce label que les survivants des FAR (Forces Armées Rwandaises) durant la période où les Hutu exercèrent la pouvoir et des miliciens *interahamwe*, acteurs centraux du génocide de 1994, ont cherché à se donner une respectabilité politique. Depuis la destruction en 1996 des camps de réfugiés hutu installés au Zaïre, une dizaine de milliers de rescapés ont trouvé refuge dans les forêts du Kivu où ils ont fini par s'installer durablement avec la bienveillance sinon le soutien actif de Kinshasa. Pour Kigali, la présence de ces Hutus en RDC représente une pomme de discorde interdisant toute relation durablement pacifiée entre les deux pays, mais elle est aussi un alibi commode pour légitimer diverses formes d'intervention rwandaises au Kivu. Depuis la recrudescence des combats entre l'armée rebelle de Laurent Nkunda et les forces armées congolaises, les FDLR luttent ouvertement au côté de celles-ci qui lui fournissent armes et munitions. Outre cette source d'approvisionnement, le financement de la composante armée des FDLR provient principalement de l'exploitation des ressources minières dans les zones qu'elles contrôlent au Nord et au Sud Kivu. Le communiqué commun signé par la RDC et le Rwanda le 9 novembre 2007 soulignait la priorité de s'attaquer au problème du désarmement et du rapatriement des Forces démocratiques de libération du Rwanda. La résolution 1856 du 22 décembre 2008 insiste à nouveau sur ce point, avec raison car aucune sortie de crise n'est imaginable sans ce préalable. Mais il y a plus de dix ans que l'on tient ce discours sans qu'aucune action n'ait été entreprise...La présence des FDLR arrange bien des acteurs en eau trouble⁸. Créés en 2000 sur le sol congolais par des ex-soldats et miliciens génocidaires rwandais qui s'étaient réfugiés dans l'Est de la RDC en 1994 comme souligné en sus, les FDLR semblent être sujets de la création de plusieurs groupes armés locaux dans cette contrée. Le groupe est crédité de plusieurs graves exactions contre des civils congolais dans les Nord et Sud-Kivu, provinces frontalières avec le Rwanda. Les FDLR sont aujourd'hui affaiblis après plusieurs dissensions internes, reddition et rapatriement de ses combattants.
4. Les LRA: en 1986, le président Museveni et ses troupes majoritairement bantoues se sont emparés du pouvoir en Ouganda. Suspecté d'avoir soutenu le régime renversé, le peuple Acholi, parlant une langue nilotique et vivant dans le nord du pays, a commencé à être victime de discriminations et d'une dure répression. En réaction, une femme, Alice Lakwena, a lancé un mouvement de résistance, la Force mobile du Saint-Esprit (Holy Spirit Mobile Force), inspiré par une rhétorique fondamentaliste chrétienne. En 1988, après quelques victoires favorisées par des défections au sein de l'armée gouvernementale, le mouvement a été défait alors qu'il tentait de marcher sur la capitale, Kampala. Lakwena a fui au Kenya, tandis qu'un autre Acholi, Joseph Kony, rassemblait les restes du mouvement pour fonder un nouveau groupe, l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA), qui a rapidement eu recours à des tactiques beaucoup plus cruelles que son prédécesseur⁹. Créée vers 1988, la LRA est l'une des rebellions les plus sanguinaires au monde, selon l'ONU qui la crédite d'au moins 100.000 morts. La LRA a également enlevé plus de 60.000 enfants dans le Nord-est congolais, au Soudan du Sud et en Centrafrique. La rébellion avait pour objet de renverser le président ougandais Yoweri Museveni pour le remplacer par un régime fondé sur les dix commandements du "Seigneur". Son chef Joseph Kony a été inculpé en 2005 par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. En RDC, la milice est connue pour ses kidnappings de masse, tueries et vols de bétail dans les provinces situées dans le Nord-est (Ituri, Haut-Uélé, Tshopo)¹⁰.
5. Les FNL: C'est la rébellion la moins nocive. Les forces nationales de libération (FNL) s'affichent très hostiles au régime du président Pierre Nkurunziza. La rébellion sévit dans les plateaux d'Uvira dans la province du Sud-Kivu frontalière au Burundi. Elle excelle dans le vol de bétail et les pillages. Selon la société civile locale, elle aurait reçu des renforts depuis le début de la crise au Burundi en 2015. Un rapport de l'ONU mentionne que les FNL se sont divisées et affaiblies depuis le début de l'année 2013¹¹.

⁸ Roland Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 28 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/10793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.10793>.

⁹ Berghezan, Georges, « Panorama des groupes armés d'Afrique centrale », in *Diritto e questioni pubbliche*, Palermo, 2015, p.223.

¹⁰ Berghezan Georges, Art.Cit.

¹¹ Mulegwa Pascal, RDC: Les principaux groupes armés encore actifs dans l'Est du pays, in *Esma Ben Said*, disponible en ligne sur <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-les-principaux-groupes-armés-encore-actifs-dans-lest-du-pays/952281>, consulté le 27 juillet 2020, à 11 heures 05 minutes.

2.2 LES GROUPES ARMÉS LOCAUX

Les plus tristement célèbres en RDC sont les «Maï-Maï», un terme qui vient du lingala (langue parlée dans l'Ouest) et qui signifie «eau» en Français. Ce terme renvoie à la croyance à l'invincibilité des miliciens lors des combats.

Formés sur une base essentiellement ethnique, la plupart de ces groupes avaient été armés par le pouvoir pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), pour combattre les envahisseurs ougandais ou rwandais. Mais le pouvoir n'a jamais réussi à tous les désarmer. Aujourd'hui, ils sont tellement nombreux sur le territoire national. Chaque groupe s'identifie selon les intérêts qu'ils cherchent à défendre. Parmi les plus médiatisés, on retrouve les groupes suivants:

1. Maï Maï Simba: Les origines de ce groupe remontent à 1964. Il serait le plus ancien groupe armé congolais, d'après le projet Enough. Il est dirigé par deux officiers réfractaires de l'armée congolaise et autoproclamés « général ». Le groupe opère dans les provinces de l'Ituri, du Haut-Uélé dans le Nord-est et de Maniema (Est). Le groupe revendique le combat pour une RDC selon les idées politiques du tout premier ministre congolais Patrice Emery Lubumba.
2. Nyatura: Créée en 2010, Nyatura est une milice Hutu congolaise présente dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Lubero, dans la province du Nord-Kivu (Est) et s'affronte régulièrement à tous les groupes Maï-Maï hostiles à la présence des rwandophones dans l'Est de la RDC. Les autorités congolaises et l'ONU ont récemment établi l'existence d'une coalition active de cette milice avec les FDLR.
3. Mazembe: Cette milice se réclame défenseur des Nande, une ethnie répandue dans le Nord-Kivu. Elle existe depuis peu, mais elle s'est faite remarquée après le massacre début janvier 2016 d'une dizaine de personnes issues de la communauté Nande par des FDLR, à Miriki, dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu. Mazembe et Nyatura excellent en repréailles et en contre-repréailles des peuples rwandophones, d'une part et Nande, Hunde et Kobo dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), d'autre part.
4. APCLS: Créée en 2008, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) est structurée et dirigée par le «général» Janvier Karayiri, un officier transfuge de l'armée régulière. Elle sévit essentiellement dans le territoire de Masisi et Walikale dans le Nord-Kivu et composée de combattants appartenant à l'ethnie Hunde.
5. Nduma defense of Congo (NDC): Constituée en 2009, NDC se dit vouloir "libérer les mines" situées dans le Nord-Kivu en les soustrayant au contrôle du gouvernement. Mais la milice est active dans le territoire de Walikale et se veut protectrice de la communauté Nyanga. Son chef, Ntabo Ntaberi Sheka qui s'est récemment rendu auprès de l'ONU et transféré à Kinshasa, fut candidat malheureux aux législatives de 2011 et avait soutenu la candidature du président Kabila à la présidentielle. La milice compte aujourd'hui moins de cent hommes qui affrontent régulièrement sa faction dissidente, le «NDC rénové».
6. Le M23: En 2013, ce mouvement a été défait par l'armée congolaise et la Monusco. Cette défaite les a conduits à la signature d'un accord de paix baptisé Accord de Nairobi. Dans cet accord, il est prévu la transformation du mouvement en parti politique, une amnistie pour les faits de guerre et d'insurrection, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, une possibilité de rapatriement des combattants de ce mouvement rebelle depuis l'Ouganda et le Rwanda où ils se recroquevillaient. Aux jours d'aujourd'hui, il s'avérerait que ce mouvement serait de retour. Des combats auraient opposé l'armée congolaise à ce groupe en juillet 2020¹².
7. Raïa Mutomboki: En swahili « Peuple en colère ». C'est une milice formée en 2005 dans le Sud-Kivu (Est) pour protéger les civils contre les attaques des FDLR. Le mouvement s'est ensuite exporté au Maniema et au Nord-Kivu. Raïa Mutomboki sévit aussi dans la province du Maniema.
8. Maï-Maï Yakutumba: Du nom d'un ancien officier supérieur de l'armée régulière qui s'est proclamé «général» en 2007, les Maï-Maï Yakutumba font bruit dans une partie de la province de Tanganyika (Sud-Est) et la province du Sud-Kivu précisément dans les territoires de Fizi et Uvira qui ont servi pendant longtemps de maquis à Laurent-Désiré Kabila, tombeur en 1997 du dictateur Mobutu Sese Seko et père de l'ancien président de la RDC Joseph Kabila. La milice est également connue sous le nom de coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), ou encore Alliance de l'article 64 (AA64¹³) et justifie sa lutte par l'ambition de chasser Joseph Kabila du pouvoir. Son chef, le général William

¹² Topona Eric, « RDC : et si les rebelles du M23 étaient de retour... », Disponible sur <https://www.dw.com/fr/rdc-et-si-les-rebelles-du-m23-%C3%A9taient-de-retour/a-54299569>, consulté le 30 juillet 2020, à 12 heures 44 minutes.

¹³ Article 64 de la Constitution : « Tout congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui exerce en violation des dispositions de la présente constitution.

Amuri Yakutumba se contente de contrôler divers trafics avec la Tanzanie à travers le lac Tanganyika, qui sert de frontière naturelle entre ces deux pays, selon les experts de la région.

9. FRPI: Créées en 2002, les Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), sont le groupe armé le plus important de la province de l'Ituri (Nord-Est). Le groupe a surtout fait son nom dans les conflits entre les communautés Hema et Lendu dans cette province riche en or. L'un de ses chefs, le général Germain Katanga a déjà été condamné à 12 ans de prison par la Cour pénale internationale (CPI) et fini de purger sa peine depuis janvier 2016.
10. Bakata Katanga: En Kiluba, en Swahili ou dans d'autres langues katangaises proches, cette appellation courante veut dire « couper le Katanga ». Bakata Katanga! voilà qui dit tout de l'ambition du mouvement parti d'un vent de résistance, d'autodéfense dans les violences armées à répétition en RDC, du moins, dans ce que les gens ordinaires retiennent d'eux, puisqu'au départ, il s'agit d'un mouvement d'autodéfense. Ils se considèrent aussi comme les Maï-Maï. Trois moments importants méritent d'être mentionnés, si l'on veut saisir ce qu'est ce mouvement. Tout a commencé en 1998, après la chute de Mobutu chassé par Laurent-Désiré Kabila, celui-ci fait face à une nébuleuse de rébellions. Les rebelles ont, pour la plus part, l'appui du Rwanda et de l'Ouganda. A partir du Sud-Kivu, dans l'Est de la RDC, les groupes armés qui progressent vers le centre du pays atteignent le Nord du Katanga (notamment les territoires de Pweto, Mitwaba et Manono, ...) la région qui portera l'appellation de « Triangle de la mort », en raison des violences qui s'y déroulent. Le gouvernement lui donne des armes. Les Maï-Maï sont alors regardés comme des « patriotes ». A la suite des accords de paix en 2003, après l'assassinat du président LD Kabila, le mouvement reste presque à l'abandon, toujours armé. Ses ténors ont majoritairement rejoint les institutions de la transition. Quelques années plus tard, l'activisme de Gédéon Kyungu Mutanga commence. Et désormais, il est dans le viseur des autorités. Il est décrit comme sans pitié, parfois même comme cannibale. En 2006, il se rend à la mission de paix de l'ONU, l'actuelle Monusco. Trois ans plus tard, il est condamné à une réclusion à perpétuité, et écroué à la prison de Kasapa à Lubumbashi, ou il va s'évader de manière spectaculaire. Jusqu'à sa dernière reddition en 2016, avec 150 miliciens, l'activisme de son mouvement doublé des conflits entre Pygmées et Baluba, a occasionné les déplacements d'un demi-million de personnes. Aussi, depuis 2008, ses miliciens ont tenté plusieurs incursions dans Lubumbashi, tantôt pour prendre l'aéroport de la ville, tantôt s'empennant aux insignes de l'Etat. Mais depuis sa reddition, il a fondé un parti politique, Mouvement des Indépendantistes Révolutionnaires Africains (MIRA).¹⁴ On se souvient surtout qu'en 2013, les Maï-Maï qui ont formulé des revendications plus politiques, l'indépendance du Katanga de la RDC, avaient même réussi à hisser le drapeau du Katanga sécessionniste Place de la poste au centre-ville de Lubumbashi. C'est à ce niveau, -quête d'autonomie sur fond des frustrations socioéconomiques-, que les « Kata » se différencient des autres Maï-Maï connus dans tout Est du Congo. Plusieurs, en effet, restent souvent sur les revendications de protection de leurs communautés. Sur ce point exactement, des congolais soupçonnent des manipulations politiques. Et à propos, des rapports et mémorandums de la société civile ont pointé la responsabilité des hauts placés dans armée et dans les institutions de la République¹⁵.

Il sied de souligner que le phénomène des groupes reste difficile à cerner, compte tenu de la difficulté d'accès et de l'inexistence de source fiable d'information.

Dans la première décennie ayant suivi la prise de pouvoir par le président Joseph Kabila, plusieurs groupes ont abandonné la lutte armée en échange d'une intégration de leurs combattants ou commandants au sein de l'armée régulière ou la police. Mais depuis l'adoption de la loi de réforme de l'armée de 2011¹⁶, Kinshasa refuse de tels arrangements.

La fragmentation de ces principaux groupes armés, la persistance des conflits interethniques, la tension avec des pays limitrophes, la crise politique ainsi que le trafic illicite des minerais, sont les principaux facteurs qui expliquent la prolifération de ces groupes armés, selon plusieurs rapports concordants.

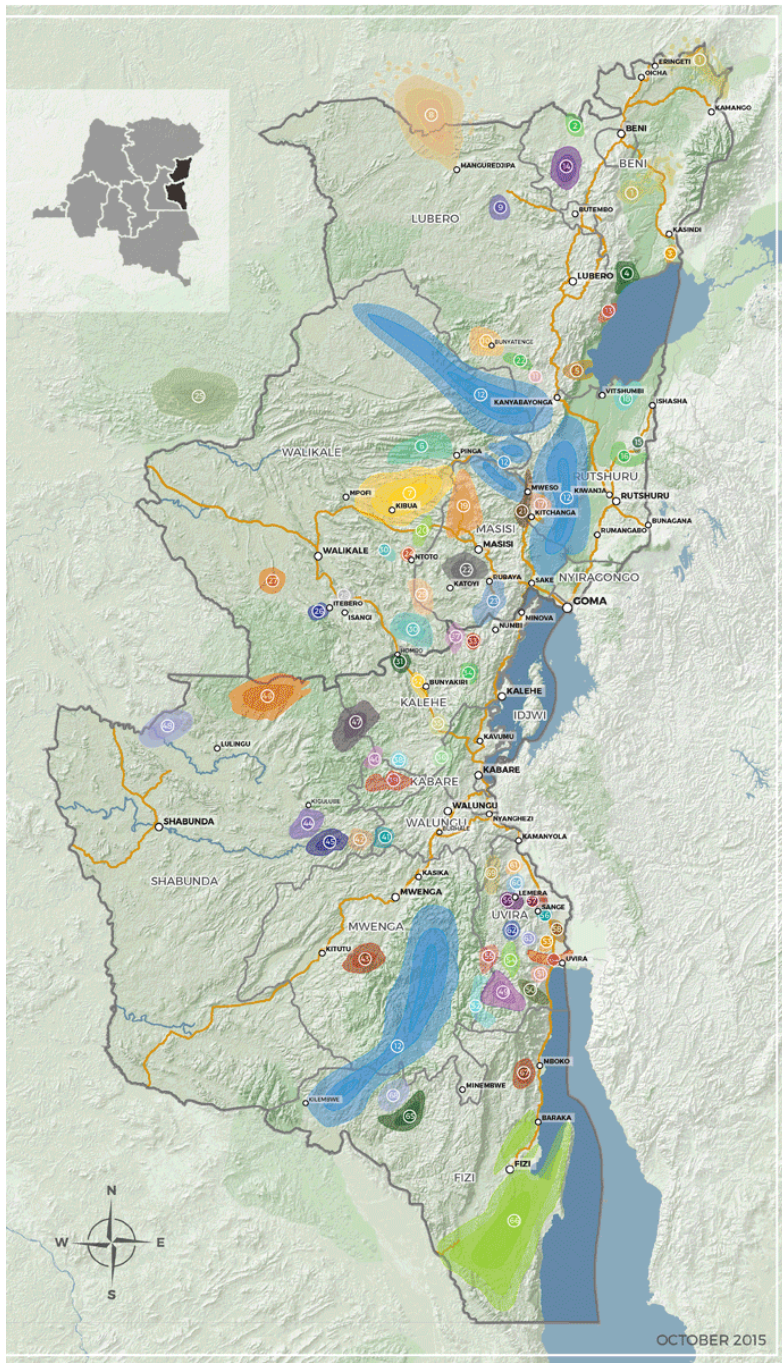
Ci-dessous, une carte retraçant la localisation géographique des groupes armés disséminés en République Démocratique du Congo (en 2015), particulièrement dans sa partie Est.

¹⁴Makal Didier, « Bakata Katanga : qui sont-ils vraiment? » in *Congo profond*, disponible en ligne sur <https://www.congodurable.net/2019/10/12/bakata-katanga-qui-sont-ils-vraiment/>, consulté le 29 juillet 2020, consulté à 13 heures 24 minutes.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Loi organique n° 11-012 portant organisation et fonctionnement des Forces armées, du 11 août 2011.

ARMED GROUPS IN NORTH AND SOUTH KIVU



- 1 ADF
- 2 FOLC-Kandanga
- 3 Kasindiens
- 4 Mayi-Mayi Nguru
- 5 MPLC
- 6 NDC-Sheka
- 7 NDC-Guidon
- 8 Mayi Mayi Manu (ex-Morgan)
- 9 FDK
- 10 UPCP-Lafontaine
- 11 UPCP-Damaceni
- 12 FDLR-FOCA
- 13 Mayi-Mayi PRM/PAREM
- 14 Mayi-Mayi Vurundo
- 15 Kambale group (ex-Soki)
- 16 FDLR-RUD
- 17 Nyatura-Domi (ex-Muchoma/Vutura)
- 18 AFAPRM Mayi Mayi Charles (ex-Shetani)
- 19 APCLS
- 20 FDC-Guides
- 21 Nyatura-FDDH
- 22 Nyatura-Delta
- 23 Nyatura-Kalume
- 24 MAC
- 25 Mayi Mayi Simba Kachimuka
- 26 Raia Mutomboki Akilo
- 27 Raia Mutomboki Mirage
- 28 Raia Mutomboki Elenge
- 29 Mayi-Mayi Kifuafua Limenzi
- 30 Mayi-Mayi Kifuafua Delphin
- 31 Raia Mutomboki Shukuru
- 32 Raia Mutomboki Hamakombo
- 33 Raia Mutomboki Musole
- 34 Raia Mutomboki Butachibera
- 35 Raia Mutomboki Mweeke
- 36 Raia Mutomboki Imani Bitaa
- 37 Mayi-Mayi Kirikicho
- 38 Raia Mutomboki Blaise
- 39 Raia Mutomboki Lukoba
- 40 Raia Mutomboki Kashungushungu
- 41 Raia Mutomboki Maheshe
- 42 Raia Mutomboki Ndarumanga
- 43 Mayi-Mayi Nyakiliba
- 44 Raia Mutomboki Mabala
- 45 Raia Mutomboki Makombo
- 46 Raia Mutomboki Takulengwe
- 47 Raia Mutomboki Donat/Ngandu
- 48 Raia Mutomboki Kazimoto (ex-Kikuni)
- 49 Nyamusharaba (ex-Tawimbi)
- 50 Mayi-Mayi Toto
- 51 Mayi-Mayi Fujo
- 52 LDF Hauts Plateaux
- 53 Mayi-Mayi Nyerere
- 54 Mayi-Mayi Mushombe
- 55 Mayi-Mayi Mahoro
- 56 Mayi-Mayi Karakara/Amuse-Gueulle
- 57 Mayi-Mayi Simusizi
- 58 Mayi-Mayi Gere-Kilolo
- 59 LDF Intervention
- 60 LDF Moliere
- 61 LDF Mahinduzi
- 62 LDF Santos
- 63 LDF Kashumba
- 64 FNL-Nzabampema
- 65 Mayi-Mayi Mulumba
- 66 Mayi-Mayi Yakutumba
- 67 Mayi-Mayi Bwasakala/Reunion (FPC)
- 68 Mayi-Mayi MDLC (Chochi/Yenga)
- 69 Rushombo Group

An essay explaining key trends in armed mobilization and our methodology can be found at www.congoresearchgroup.org and www.christophvogel.net

Source: Stearns Jason et Vogel Christoph, *La Topographie Des Groupes Armés Dans l’Est Du Congo Réseaux fragmentés et politisés*, in *Barometre Securitaire Du Kivu*, Décembre 2017, p.9.

3 LES ENJEUX DES GROUPES ARMES EN RDC

Les enjeux des groupes armés sont parfois différents et peuvent varier en fonction de la raison d'être de chaque groupe. S'il est difficile d'identifier les enjeux des groupes armés étrangers, les enjeux des groupes armés locaux sont parfois perceptibles au regard de leur comportement ou de leur positionnement. Néanmoins, leurs enjeux demeurent aussi flous quant à la planification de leurs actions. A ce niveau, on peut se demander par exemple quel a été l'enjeu des miliciens Yakutumba dans la prise de contrôle récemment des zones de Misisi et de Lulimba et leurs environs ? A en croire leurs déclarations, ils s'insurgent contre le blocage politique, la non organisation des élections, etc. Mais pourquoi ont-ils préféré prendre la zone de Misisi qui est riche en minerais d'or ? On comprendrait donc que l'argument soutenu depuis un certain temps quant à l'enjeu de l'exploitation minière illégale par les groupes armés reste plausible.

Par ailleurs, il se remarque que les groupes armés opérant dans la plaine de la Ruzizi par exemple n'ont aucune vision nationale mais par contre, ils s'orientent plus dans le rançonnement de la population, le pillage et surtout la présumée protection de leurs communautés car, ils se fondent en majorité sur une base tribale ou ethnique.

D'autres groupes armés et plus particulièrement ceux d'origine étrangère, trouvent en RDC un terrain propice pour y constituer leurs bases-arrières pour des raisons de refuge afin de planifier leurs opérations. Citons à titre illustratif les milices burundaises présentes sur le sol congolais du groupe FNL, les rebelles ougandais des ADF qui multiplieraient des exactions en RDC, les FDLR, et les rebelles sud-soudanais de Riek Machar. Toutefois, ils ne s'empêchent pas aussi de commettre des exactions à l'endroit des populations, tout comme de se livrer dans le pillage, le rançonnement et l'exploitation illégale des ressources dont regorge le pays. Ils sont motivés par l'exploitation des ressources naturelles dont regorge la RDC. Les minerais de ces zones sont vendus clandestinement, principalement au Rwanda et en Ouganda où ils sont rachetés par des entreprises étrangères. La conséquence de ce trafic est que le Rwanda est actuellement le premier exportateur mondial du coltan qu'il ne produit pas à partir de son sous-sol.

La lutte armée en RDC est tout d'abord la conséquence de l'incapacité de l'État à faire face aux revendications des différentes communautés. Les milices locales se battent pour la sécurité, la justice distributive, la lutte contre la pauvreté, l'égalité des droits, l'emploi, la corruption omniprésente et la réforme de lois discriminatoires. La prolifération des groupes armés a été favorisée par la déliquescence de l'État congolais, la croissance économique n'ayant profité qu'à une poignée de proches du pouvoir et une corruption omniprésente. En outre, l'obstination de l'ancien régime à rester coûte que coûte au pouvoir fait dire à certains que seule la pression des armes parviendra à le faire partir. Cela n'empêche pas de nombreux penseurs de considérer que l'instabilité dans l'Est est délibérément entretenue par Kinshasa afin de justifier la non-tenue des élections, constitutionnellement prévues en 2016, mais dont le report à 2019 a finalement été annoncé. Quoi qu'il en soit, il semble certain que tant que la même équipe restera aux commandes de la RDC, les groupes armés congolais et étrangers continueront à proliférer et à jeter sur les routes des milliers de familles dont ils prétendent être les porte-parole et les protecteurs¹⁷.

Paradoxalement, cette stratégie de lutte pour les droits est utilisée par le pouvoir, les trafiquants et certains opposants pour semer le chaos en organisant et en soutenant des troubles. Le but est de rendre le pays ingouvernable et de limiter l'accès dans certaines zones pour notamment écouler des armes, piller les ressources naturelles du pays et justifier les projets budgétisés, mais non réalisés. Elle a été utilisée en RDC entre 2014 et 2018 pour justifier la non organisation des élections et la nécessité d'instituer le régime d'exception qui a permis au pouvoir de Kinshasa de régner au-delà du mandat constitutionnel. Elle est actuellement utilisée par les adversaires de l'actuel président Felix Tshisekedi pour l'empêcher de réaliser ses promesses de campagne, dont l'éradication du virus Ebola et la fin de l'insécurité à l'Est du pays.

Les initiateurs des groupes armés sont généralement des éleveurs, des agriculteurs, des chasseurs-cueilleurs (principalement les peuples autochtones pygmées), qui se sentent isolés par le pouvoir et par d'autres communautés pour avoir choisi de conserver leur mode de vie traditionnelle. Les besoins de défendre les terres contre l'invasion des étrangers motivent aussi la création des milices. À eux s'ajoutent des jeunes désœuvrés ou déscolarisés, attirés par les richesses non protégées¹⁸.

¹⁷Berghezan Georges, « Est du Congo : à qui profite la prolifération des groupes armés ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie* n° 42, décembre 2017-janvier 2018, p.4.

¹⁸Informations tirées de l'article « Une centaine de groupes armés sème le chaos au Congo » publié depuis le 20 mars 2020 disponible en ligne sur le site <https://theconversation.com/une-centaine-de-groupes-armes-seme-le-chaos-au-congo-130100>.

Les groupes ethniques lésés par la subdivision des régions administratives du pays recourent également aux groupes armés pour exiger la création des communes auxquelles ils s'identifient. Cette démarche peut susciter des velléités xénophobes ou séparatistes et plonger le pays dans le cycle infernal des tensions¹⁹.

Tous les groupes armés se disent « patriotes ». Le patriotisme semble être même le fondement de leur idéologie. Contrairement aux milices des années 1960, qui étaient marxistes-communistes, les groupes armés locaux contemporains sont mus par l'idéologie nationaliste à laquelle se greffe le messianisme. Les chefs rebelles se disent en effet « envoyés ». Ils ont reçu, des ancêtres ou de Dieu, le mandat de libérer leurs communautés de l'oppression. Ces groupes armés violent les droits qu'ils disent défendre et se comportent comme des organisations terroristes.

Ce sont également des forces supplétives du gouvernement et des vigiles des trafiquants. Ils viennent souvent en appui aux forces de sécurité de la RDC et à celles des trois Etats voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi) pour des opérations militaires. Les alliances entre les forces gouvernementales et les groupes armés permettent à ces groupes de recevoir des formations, la nourriture, l'argent et des équipements militaires (uniforme, armes et munitions).

4 PROBLEMES POSES PAR L'ACTIVISME DES GROUPES ARMES EN RDC

L'activisme des groupes armés en RDC a engendré un certain nombre de problèmes tant à l'égard de l'Etat congolais qu'à l'égard de la population. La grande préoccupation aujourd'hui en RDC est celle de la consolidation de la paix qu'il est difficile d'obtenir sans mettre fin à l'activisme des groupes armés car les problèmes générés par ces derniers constituent un frein à la mise en place d'un véritable processus de pacification.

La recrudescence des groupes armés en RDC prouve à suffisance que l'Etat a failli à sa mission, celle d'assurer le contrôle de l'intégrité du territoire national et d'assurer la sécurité et la protection à l'ensemble de la population. Une bonne partie du territoire national est incontrôlée par l'Etat. Les populations civiles ne font que subir les exactions de ces groupes armés. Les zones occupées souffrent d'une vulnérabilité à outrance.

Par ailleurs, l'activisme des groupes armés impacte négativement l'unité nationale. Le fait que la majorité des groupes armés soient constitués sur une base ethnique ou tribale et qu'ils défendent généralement les intérêts ou les causes de leurs tribus, les groupes armés favorisent et amplifient les divisions tribales dans la classe congolaise et par ricochet impactent l'unité nationale qui serait indispensable pour l'émergence de la RDC.

Cette situation d'instabilité ne permet pas d'amorcer de véritables projets de développement durable et rend le climat des affaires délétère. Quel investisseur sérieux peut chercher à aller implanter ses activités en zones à hauts risques s'il est convaincu qu'à tout moment son capital peut sombrer ? Qui peut chercher à investir durablement là où le risque est élevé ? L'activisme des groupes armés paralyse l'activité économique, le tourisme qui rapporte aussi l'argent dans les caisses de l'Etat,... La RDC connaît une crise humanitaire indescriptible. Les cas de viols, massacres, pillages,... qui ont été décriés suffisent pour attester la justesse de ces propos.

Pour clore, indiquons que l'activisme des groupes armés favorise l'exode rural qui implique la forte concentration en ville des populations provenant des milieux ruraux à cause de l'insécurité qui y sévit. Suite à la surpopulation et surtout à l'insuffisance des infrastructures dans les villes, on assiste à d'autres problèmes sociaux notamment les constructions anarchiques, la prolifération des maladies, l'augmentation du taux de chômage, la recrudescence du banditisme, l'accentuation de la dépravation des mœurs...

5 PERSPECTIVES D'ERADICATION DES GROUPES ARMES ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX EN RDC

Au regard des problèmes posés par les groupes armés en RDC et plus particulièrement dans sa partie Est, il importe d'adopter des mécanismes réalistes et efficaces de lutte contre ces derniers. De nombreux processus d'éradication des groupes armés ont été mis en place et sont toujours à pied d'œuvre. D'un autre côté, la consolidation de la paix devient de plus en plus indispensable pour amorcer le processus de développement. De l'autre côté, la consolidation de la paix passe par un certain nombre des mécanismes dont la refondation de l'Etat. A ce niveau, l'interrogation la plus légitime serait celle de savoir pourquoi les groupes armés continuent à se multiplier dans l'Est du pays malgré les efforts fournis pour leur éradication? Cette situation devient pour autant le signe révélateur de l'échec de différents processus de désarmement ou de démobilisation. En

¹⁹ Idem.

l'absence d'une véritable volonté politique et surtout suite à la faiblesse de l'Etat lui-même quant à son incapacité à lutter efficacement contre les différents groupes armés, il est à constater par ailleurs que les différents mécanismes d'éradication de ces derniers ne mettent pas l'accent sur la prévention de leur prolifération.

Compte tenu de l'impasse actuelle, il est urgent d'élargir la gamme des interventions possibles et d'élaborer de nouvelles approches pour établir la paix dans l'Est de la RDC. Elles doivent se fonder sur une base réaliste et empirique, à la fois inventive et qui exploite les dynamiques sociales et politiques favorables mises en place par des acteurs congolais. Les parties prenantes doivent être prêtes à réaliser une analyse franche des causes réelles et des dynamiques sous-jacentes aux conflits, et à oublier les hypothèses mal avisées décrites ci-dessus afin d'élaborer des stratégies de consolidation de la paix ayant une chance de réussir. Celles-ci doivent comprendre un renforcement de la capacité des acteurs détenant un pouvoir réel et tenant à promouvoir la paix, en leur fournissant les incitations et l'aide dont ils ont besoin²⁰.

La tenue des élections en République Démocratique du Congo a constitué une avancée notoire pour le processus de paix mais beaucoup reste encore à faire pour en retirer tous les bénéfices. S'il est peu probable qu'une véritable guerre reprenne, les violences au Bas-Congo et à Kinshasa début 2007, qui ont fait plus de 400 morts, et les nouvelles menaces de guerre dans les Kivu (Nord et Sud) rappellent encore combien le pays reste fragile. Les relations tumultueuses entre le FCC et le CACH ont connu une profonde détérioration, laissant entrevoir une possible dérive autoritaire du régime et des troubles dans plusieurs villes du pays. Dans le même temps, les combats continuent dans l'Est entre des milices et une armée nationale, toujours très faible, avec pour conséquences le déplacement, chaque année, de centaines de milliers de civils, dont beaucoup meurent de faim et des maladies. Au lieu de rechercher le désengagement progressif des partenaires extérieurs notamment la Monusco, le gouvernement mis en place après l'investiture du président Tshisekedi devrait plutôt favoriser la mise en place d'un système de gouvernance transparente et responsable, capable de stimuler le soutien de la communauté internationale. Il est urgent que le gouvernement congolais et la communauté internationale s'entendent sur un nouveau partenariat, qui peut permettre à la RDC de reformer entre autres ses institutions et notamment l'armée. Une armée repensée et renforcée crédibiliserait la RDC et lui permettrait de faire main basse sur ces différents groupes armés qui sont une épine dans la gestion du pays. Il est à déplorer qu'à l'heure actuelle, la recherche de la solution à apporter aux groupes armés en RDC soit si simpliste alors que les théories qui plaident pour la pacification et une paix durable existent. Mais dans le cadre du processus de reddition des groupes armés, parfois de nombreuses démarches entachent la procédure des négociations. Généralement les négociations se font entre les gouvernants et les chefs rebelles. Parfois, tout se négocie uniquement en fonction des intérêts du chef oubliant ceux des autres membres de la milice en pensant que la reddition du chef conduira nécessairement à la reddition de toute la milice. Certes, il peut se rendre avec un certain nombre d'éléments mais généralement il y a des dissidents qui restent tout simplement parce que la négociation n'a pas rencontré leurs desideratas. C'est pourquoi dans la négociation, il faut tenir compte des causes profondes qui sous-tendent les groupes armés en question. Il nous semble que parmi les causes majeures figurent la question liée à la refondation de l'Etat et la gouvernance. Nous y reviendront.

Au-delà de ce que les théories nous apprennent, la volonté politique devrait être capitalisée dans la recherche des solutions de pacification. Le manque de volonté politique, l'inertie, le manque d'anticipation des événements, ... dans le chef des autorités de la RDC a été pour beaucoup dans l'enracinement, la prolifération et l'escalade des groupes armés. Certains groupes armés, à leurs naissances sont parfois négligés. Par la suite, ils deviennent virulents et surprennent les autorités et l'action de l'Etat arrive généralement après de nombreux dégâts et parfois elle n'arrive pas. Le gouvernement lance toujours ses opérations après que les groupes armés soient enracinés. C'est en effet cette situation qu'on a observée au commencement du M23 en 2012. En le qualifiant d'un groupe de quelques inciviques voulant troubler la paix, les autorités de Kinshasa ont semblé négliger ce mouvement qui allait devenir par la suite une grande rébellion aux conséquences désastreuses. En clair, disons que la volonté politique doit amener à des actions concrètes. C'est d'ailleurs cette incapacité de l'Etat congolais à honorer ses engagements qui fait hésiter certains groupes armés à se rendre. Lors de la conférence de paix de Goma de 2008, presque tous les chefs rebelles qui étaient présents avaient pris l'engagement d'intégrer le processus de paix initié par le gouvernement. Par la suite, certains groupes se sont rendus mais dans la grande majorité d'autres ne l'ont pas fait. Pour ce faire, l'éradication des groupes armés nécessite une véritable volonté politique des autorités nationales appuyée par la communauté internationale. Cette volonté politique dont l'importance n'est plus à démontrer se cultive. Elle est enracinée grâce à un leadership compétent, honnête, nationaliste et patriotique.

Par ailleurs, quoique l'action militaire contre les groupes armés semble être privilégiée, il faut constater qu'elle a démontré ses limites. La prolifération des groupes armés peut s'expliquer en partie par les vellétés tribales des uns et des autres dans la

²⁰ Rapport d'International Alert, Sortir de l'impasse : Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, 2012, p.50.

mesure où certains prennent les armes lorsqu'ils sentent que leurs communautés sont menacées par d'autres. Ainsi donc, au-delà de l'action militaire, une action sociale impliquant par exemple les chefs coutumiers s'impose. C'est pourquoi, au lieu de réduire aujourd'hui le rôle et le pouvoir des chefs coutumiers, il faudrait orienter leur rôle dans la consolidation de la paix. Ce sont ces derniers qui doivent apprendre aux communautés à vivre ensemble. D'où l'intérêt de renforcer la capacité de l'Etat.

Au-delà, de ces considérations, il y a lieu de rappeler que le contrôle efficace de l'ensemble des frontières est une perspective indispensable. La porosité des frontières de l'Etat congolais facilite la circulation des armes et des munitions pour ravitailler les différents groupes armés. Le contrôle et la sécurisation des frontières peuvent réduire sensiblement la prolifération des groupes armés car ces derniers auront du mal à opérer sans armes ni munitions.

Dans une autre perspective, les mécanismes d'éradication des groupes armés doivent tenir compte des enjeux de chaque groupe armé. Les enjeux des groupes armés sont divergents. Nombreux de groupes armés sont constitués sur une base ethnique orientant leurs actions dans la protection des terres et/ou de leurs communautés ou encore se déclarant lutter contre l'occupation étrangère ou défendre les intérêts de leurs communautés (cas de l'attaque de travailleurs de Banro à Namoya). D'autres sont là pour l'exploitation illégale des minerais; c'est pourquoi d'ailleurs, il faut sécuriser les carrés miniers et surtout insister sur l'application effective des politiques de traçabilité. D'autres groupes encore se constituent à la suite des frustrations au sein des communautés, frustrations pouvant venir d'autres communautés. Pour d'autres enfin, les enjeux sont mal connus. Ils sont supposés comme des terroristes. C'est le cas particulièrement des ADF qui commettent des exactions à l'endroit des populations civiles comme stratégie de marquer leur existence. Mais à regarder de près, on trouve que le point commun des groupes armés étrangers est l'opposition aux régimes en place dans leurs pays d'origine. Cependant, cette opposition se mène à partir de la RDC considérée comme leur base arrière. Tel est le cas des ADF, FDLR, FNL et autres groupes armés burundais ou encore certains miliciens sud-soudanais. Ainsi, c'est l'ensemble de toutes ces dimensions dont il faut tenir compte dans les différentes politiques et différents mécanismes d'éradication des groupes armés. Sous cet angle, par exemple on ne peut pas prétendre appliquer les mêmes politiques aux groupes locaux ou groupes d'autodéfense et aux groupes armés étrangers. Dès lors que les groupes poursuivent des agendas différents, il ne faut pas les traiter de la même manière.

Au regard de ce que nous venons de dire, rappelons-le, étant donné que la question des groupes armés en RDC est le reflet d'un certain nombre des malaises ou des problèmes dans la société congolaise s'inscrivant dans le cadre de la défaillance de l'autorité de l'Etat, le véritable remède à la prolifération des groupes armés en RDC et particulièrement dans la partie Est du pays, c'est la restauration de l'autorité de l'Etat. La restauration de l'autorité de l'Etat doit être prise sous toutes ses formes. Elle suppose que l'Etat soit non seulement capable de remplir toutes ses fonctions régaliennes en commençant par la sécurité du territoire national et de l'ensemble de la population, mais aussi l'Etat doit être capable de répondre aux différents besoins sociaux et maintenir une cohabitation pacifique des communautés. C'est pourquoi, il sera difficile de mettre fin à l'activisme des groupes armés avec la persistance des situations suivantes:

- Lorsque la population croupit dans la misère alors que le pays regorge d'importantes ressources dont il n'a ni la maîtrise, ni le contrôle. Tel est le cas des groupes armés qui pullulent par exemple à Shabunda. Ils se permettent de faire la loi dans les zones qu'ils contrôlent et procèdent à l'exploitation illégale des minerais.
- Lorsque les populations autochtones voient les étrangers occuper leurs terres et que l'Etat n'arrive pas à résoudre les problèmes entre communautés. C'est ainsi que la plaine de la Ruzizi est devenue un réservoir des groupes armés à vocation ethnique dont les enjeux seraient la protection de leurs communautés contre l'envahissement des autres communautés mais qui, malheureusement, se livrent à des exactions et au rançonnement.
- Lorsque l'Etat n'arrive pas à consolider l'unité nationale, à sécuriser la population, et ne répond pas à ses besoins sociaux et notamment la création des emplois pour réduire le chômage particulièrement chez les jeunes.

6 EN GUISE DE CONCLUSION

Cette réflexion a porté sur les groupes armés et les défis de la consolidation de la paix en RDC. Dans cette étude, nous avons voulu montrer que les groupes armés demeurent un véritable défi à la consolidation de la paix en RDC et plus particulièrement dans la partie Est du pays. En l'absence d'une autorité étatique forte, plusieurs groupes armés y font la loi. Les horreurs causées par ces derniers sont indescriptibles. Elles vont de l'insécurité généralisée à des catastrophes humanitaires sans pareils. La consolidation de la paix, quoiqu'indispensable pour le développement, elle aussi, traîne les pas suite au résultat mitigé des différents mécanismes mis en place pour mettre fin à l'activisme des groupes armés en RDC. Les maux internes et les frustrations intercommunautaires contribuent à la prolifération des groupes armés.

Cette réflexion a montré clairement le lien entre la défaillance de l'autorité de l'Etat et la prolifération des groupes armés, créant ainsi une insécurité généralisée. Toutefois, affirmons-le, le rôle de l'Etat demeure aussi central dans l'éradication des groupes armés surtout quant au renforcement de son autorité sous toutes ses formes, sans oublier son effectivité sur

l'ensemble du territoire national. L'Etat doit être le symbole de l'unité, de la force, de la sécurité et du bien-être de toutes les communautés. Faute de cela, l'on assiste à des frustrations, à la division ou à des fragmentations sociales, à une pauvreté à outrance, aux inégalités sociales, ... facteurs de prédilection de la prolifération des groupes armés. La question des groupes armés en RDC n'est pas pour autant une fatalité. Mais la prise de conscience au travers du renforcement de l'autorité de l'Etat et d'une véritable réconciliation nationale, est susceptible de mettre un terme à l'activisme et à la prolifération des groupes armés.

Le renforcement de l'autorité de l'Etat ne peut partir que de la refondation de l'Etat laquelle implique entre autres :

- La mise sur pied des institutions fortes susceptibles de faire respecter les lois du pays et de garantir les droits de chacun. Et parmi celles-ci, nous insistons sur le pouvoir judiciaire qui doit garantir l'indépendance de la magistrature, -base de tout Etat de droit.
- La mise sur pied d'une armée forte, bien entraînée, disciplinée, dissuasive, capable de défendre le territoire national et de déjouer les plans de l'ennemi déstabilisateur du pays.
- La bonne gouvernance qui doit s'appuyer sur une bonne administration respectant les principes du management moderne. Une telle administration doit savoir que gérer, c'est prévoir, organiser, planifier, ordonner, coordonner, contrôler,... Elle est donc la cheville de tout Etat qui a entre autres objectifs la politique de la population. Cette politique de la population évite de créer la distance sociale et des disparités. Sans cette politique au sein d'un pays, il y aura toujours rancœur et découragement. Sans cette politique, il y aura toujours au sein de la société des envies multiples qui se soldent par des frustrations. Or, c'est du couple envie-frustration que naît la violence dans la société. La naissance et la prolifération des groupes armés en RDC peuvent être expliquées à partir de ce couple dangereux.

Et si la RDC veut se défaire de ces groupes armés, elle doit repenser ses institutions, sa gouvernance, son armée. Elle doit en plus de cela revisiter sa politique de la population afin de garantir une justice sociale qui crédibilise et rassure.

Tout ceci ne peut être bien réalisé que grâce à un leadership averti. C'est la raison pour laquelle nous pensons que la paix durable en RDC sera réellement instaurée quand le pays saura porter au perchoir de la République des hommes honnêtes, intègres, compétents, nationalistes et patriotiques. Seule cette catégorie d'hommes pourrait permettre à la RDC de se réinventer et garantir à chaque congolais la paix.

REFERENCES

- [1] Berghezan Georges, « Groupes armés actifs en République démocratique du Congo, Situation dans le «Grand Kivu» au 2ème semestre 2013, Les Rapports du GRIP n° 2013/11, GRIP, Bruxelles, 2013.
- [2] Berghezan, Georges « Est du Congo: à qui profite la prolifération des groupes armés ? », Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 42, décembre 2017-janvier 2018.
- [3] Berghezan, Georges « Panorama des groupes armés d’Afrique centrale », in *Diritto e questioni pubbliche*, Palermo.
- [4] Constitution de la République démocratique du Congo de 2006.
- [5] Groupe d’Etude sur le Congo et Human Rights Watch (Projet Baromètre sécuritaire du Kivu), disponible en ligne sur <https://reliefweb.int/files/resources>, consulté le 10 juillet 2020, à 22 heures 30 minutes.
- [6] Likandja Patience et Nebandrombia Roger, « le phénomène Mbororo et ses conséquences », disponible en ligne sur <http://www.societecivile.cd/node/3449>, consulte le 19 juillet 20, à 14 heures 35 minutes.
- [7] Loi organique n° 11-012 portant organisation et fonctionnement des Forces armées, du 11 août 2011.
- [8] Makal Didier, « Bakata Katanga: qui sont-ils vraiment? » in *Congo profond*, disponible en ligne sur <https://www.congodurable.net/2019/10/12/bakata-katanga-qui-sont-ils-vraiment/>, consulté le 29 juillet 2020, consulté à 13 heures 24 minutes.
- [9] Mulegwa Pascal, « RDC: Les principaux groupes armés encore actifs dans l’Est du pays », in Esma Ben Said, disponible en ligne sur <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-les-principaux-groupes-armés-encore-actifs-dans-lest-du-pays/952281>, consulté le 27 juillet 2020, à 11 heures 05 minutes.
- [10] Pourtier Roland, « Chapitre 17 - Les enjeux miniers de la guerre au Kivu » in *Les conflits dans le monde*, 2011.
- [11] Pourtier Roland, « Le Kivu dans la guerre: acteurs et enjeux », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 28 juillet 2020.
URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/10793>; DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.10793>.
- [12] Rapport d’International Alert, *Sortir de l’impasse: vers une nouvelle vision de la paix à l’Est de la RDC*, 2012.
- [13] Rapport mapping des Nations Unies sur la RDC, disponible en ligne sur <https://www.ohchr.org>, consulté le 10 juillet 2020, à 22 heures 30 minutes.
- [14] Stearns Jason et Vogel Christoph, *La topographie des groupes armés dans l’Est du Congo. Réseaux fragmentés et politisés*, in *Barometre Securitaire Du Kivu*, Décembre 2017.
- [15] Topona Eric, « RDC: et si les rebelles du M23 étaient de retour... », Disponible sur <https://www.dw.com/fr/rdc-et-si-les-rebelles-du-m23-%C3%A9taient-de-retour/a-54299569>, consulté le 30 juillet 2020, à 12 heures 44 minutes.